

# Valeria Siniscalchi

## La nourriture, un instrument politique

L'anthropologue décrit le modèle de la relation contractuelle, à la fois marchande et militante, des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne

Une certaine forme de sobriété est pratiquée depuis longtemps dans le domaine de la production et de la distribution alimentaires. Celle-ci prend forme au sein des systèmes qui relient maraîchers et consommateurs urbains, comme les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en France, les coopératives de consommateurs et de producteurs en Grèce ou en Catalogne, les groupes d'achat solidaire en Italie, les supermarchés coopératifs et les *Community Supported Agriculture* aux États-Unis.

Ces expériences diverses peuvent être considérées à la fois comme des exemples d'activisme alimentaire, dans lesquelles les adhérents s'opposent par leurs pratiques de production et de consommation au système économique et alimentaire de l'agro-industrie, et comme des projets concrets à petite échelle pour repenser la façon de produire, de s'approvisionner et de s'alimenter.

Prenons le cas des systèmes d'abonnement aux paniers de légumes de type AMAP qui, dans la ville de Marseille, se réunissent dans le réseau des Paniers mar-

seillais. Les contrats qui relient maraîchers et « consommateurs » – le terme est utilisé pour désigner les consommateurs adhérents du système – permettent à ces derniers de s'assurer une année en fruits et légumes de saison, biologiques, produits à proximité et à des prix plus intéressants que ceux de la grande distribution. Aux maraîchers est garantie la vente de la production de l'année, et donc des revenus sûrs, censés leur permettre de vivre de leur activité mais aussi de se libérer de la mise en concurrence opérée par la grande distribution et les intermédiaires commerciaux.



**CES EXPÉRIENCES  
NOUS PERMETTENT  
D'IMAGINER  
UN FUTUR QUI  
RECONNECTE LA  
PRODUCTION ET LA  
CONSOMMATION**

Mais ce système a également d'autres effets, en premier lieu sur la façon de produire. L'agriculture biologique pratiquée à l'échelle familiale, avec quelques salariés, demande de prêter attention aux sols et de diversifier les cultures. Le rythme des livraisons impose de repenser les temps de la production afin de pouvoir fournir des paniers diversifiés chaque semaine, comme le prévoit le contrat. La proximité entre les lieux de production et les lieux de distribution permet aux maraîchers de produire des variétés de légumes plus fragiles, qui exigent des délais courts entre la récolte et la distribution, mais qui sont aussi plus goûteuses en maintenant ou en réintroduisant ainsi de la biodiversité dans les champs.

Les adhérents, de leur côté, prennent conscience des aléas et des difficultés de la production, dont ils partagent une partie des risques. Ils modifient également leur attitude vis-à-vis de la nourriture : ils ne la choisissent pas, ni en quantité ni en variété, mais doivent apprendre à faire avec des légumes de saison, dont la quantité varie au fil des semaines.

### Au-delà du local

La dimension « alternative » ne va cependant pas sans contraintes : pour les consommateurs, le rythme hebdomadaire des distributions, l'apparente absence de choix ; pour les maraîchers, l'organisation du cycle productif devant gérer un nombre important de variétés, la prise en charge de la distribution ; et, enfin, la mobilisation de bénévoles pour s'occuper des différentes étapes du système. Ces mêmes contraintes constituent la base de l'engagement solidaire qui relie les deux pôles de la relation. Cet engagement est probablement l'élément qui différencie ce système d'autres formes de vente et d'approvisionnement, même si la relation n'est pas à l'abri de tensions, et parfois de ruptures si

l'un ou l'autre des acteurs ne joue pas le rôle ou ne respecte pas la philosophie du contrat.

Repenser le système alimentaire à partir d'expériences localisées ne veut pas dire localisme, car l'impact de ces expériences va bien au-delà du local et de la seule sphère de la consommation. Si les agriculteurs sont censés pouvoir vivre dignement de leur travail en partageant les risques, ces systèmes s'ouvrent de plus en plus à des consommateurs aux budgets réduits, et s'élargissent à d'autres producteurs non maraîchers afin d'éloigner davantage les adhérents de la grande distribution et de soutenir d'autres productions locales.

Comme dans d'autres projets autour de la nourriture, l'alimentation apparaît ainsi comme un espace d'expérimentation qui permet d'imaginer et de pratiquer des relations économiques structurées autour de valeurs sociales, politiques, environnementales, morales. La nourriture y est utilisée comme un instrument politique qui permet de dépasser les intérêts individuels et de prêter attention à l'impact environnemental de la production et de la consommation, aux rapports au travail, aux prix et à l'accessibilité.

Ces expérimentations, plus nombreuses que ce qui nous est donné à voir, constituent aussi des manières d'imaginer un futur permettant de reconnecter la production et la consommation. En nous imposant des limites, elles nous incitent à prêter attention à l'impact des pratiques humaines sur les milieux de vie et l'environnement. ■

**Valeria Siniscalchi** est anthropologue, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Centre Norbert-Elias, Marseille)